

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/M/21

23 août 2002

(02-4552)

Comité des pratiques antidumping

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LE 25 AVRIL 2002

Présidente: Mme Ana Novik, Vice-Présidente du Comité (Chili)

1. Le Comité des pratiques antidumping (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire le 25 avril 2002.

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

	<u>Page</u>
A. LÉGISLATIONS NATIONALES	2
B. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING	5
C. NOTIFICATIONS DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING.....	7
D. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE SUR LA RÉUNION DU GROUPE INFORMEL DE L'ANTICONTOURNEMENT.....	7
E. DÉLAIS APPLICABLES À LA PRÉSENTATION DES COMMUNICATIONS REQUISES PAR TOUS LES MEMBRES	8
F. AUTRES QUESTIONS	9
i) Communautés européennes – Ordre du jour de la réunion ordinaire suivante.....	9
ii) Indonésie – Réexamen à l'extinction visant les bicyclettes entrepris par les CE.....	10
iii) Japon – Enquêtes antidumping de la Chine.....	11
iv) Malaisie – Ouverture d'une enquête antidumping par la Colombie.....	11
v) Corée – Ouverture d'une enquête par l'Inde visant les caoutchoucs styrène-butadiène.....	11
vi) Bangladesh – Imposition par l'Inde de droits antidumping sur des batteries	13
vii) Demande du Président du Comité du commerce et du développement concernant les activités du Comité sur les dispositions en matière de traitement spécial et différencié.....	13
viii) Activités en matière d'assistance technique.....	13
G. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA MISE EN ŒUVRE	14
H. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE	14
I. ÉLECTION DU BUREAU	15

A. LÉGISLATIONS NATIONALES

3. La Présidente a dit que le premier point à l'ordre du jour était l'examen des notifications de législations et/ou réglementations antidumping, conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa réunion extraordinaire d'avril 1996 (document G/ADP/W/284, 3 février 1996). Le Comité examinerait d'abord les notifications de législations nouvelles ou modifiées, dans l'ordre prévu dans l'aérogamme convoquant la réunion. Le Comité passerait ensuite à l'examen des questions concernant la législation du Pérou déjà examinée.

4. Avant de passer aux notifications inscrites à l'ordre du jour, la Présidente a rappelé aux Membres que le Secrétariat publierait prochainement une note indiquant les délais applicables pour les communications concernant les réunions des Comités des pratiques antidumping, des subventions et mesures compensatoires et des sauvegardes qui devaient se tenir à l'automne 2002.¹ Elle a prié instamment tous les Membres de prendre note de ces délais, de les inscrire sur leurs calendriers et de les respecter. Compte tenu de la nature des travaux en question, elle a constaté que rien n'empêchait les Membres de commencer à préparer les réunions d'octobre prochain peu après la fin des réunions de printemps, pendant que les choses étaient encore bien présentes dans les esprits. La Présidente a rappelé aux Membres les délais applicables aux questions complémentaires et aux réponses à donner aux questions écrites présentées pour cette réunion.

5. Passant à la notification d'**Antigua-et-Barbuda**, la Présidente a relevé que, après l'inscription de la notification à l'ordre du jour de la réunion en cours, Antigua avait soumis une nouvelle notification dans le document G/ADP/N/1/ATG/2. Cette notification ne figurait pas à l'ordre du jour de la réunion, car elle n'avait pas été distribuée à temps pour pouvoir y être inscrite. De ce fait, la deuxième notification serait normalement inscrite, pour examen, à l'ordre du jour de la réunion d'octobre 2002. La première notification portait la mention "néant", la deuxième reproduisait le texte des lois applicables. Les Communautés européennes avaient posé des questions à Antigua à propos de la loi figurant dans la deuxième notification (document G/ADP/Q1/ATG/1). D'un point de vue technique, Antigua n'était pas obligée de répondre à ces questions lors de la réunion en cours, puisque la législation visée n'était pas inscrite à l'ordre du jour. La Présidente a indiqué que le Secrétariat avait pris contact avec le représentant d'Antigua, qui lui avait fait savoir qu'Antigua ne serait pas en mesure de se faire représenter à la réunion et de répondre aux questions à cette occasion, mais que des réponses écrites seraient soumises en temps opportun.

6. Le Comité **a pris note** des notifications et des conditions. La Présidente a rappelé aux Membres que les questions complémentaires concernant la deuxième notification d'Antigua, qui serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion d'octobre devraient, bien entendu, être soumises avant le 12 septembre 2002 pour pouvoir être examinées à cette réunion.

7. Les questions concernant la notification de l'Argentine se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/ARG/11	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/ARG/12	présenté par le Canada
G/ADP/Q1/ARG/13	présenté par les Communautés européennes

Aucune réponse écrite n'a été donnée à ce jour.

Le représentant de l'Argentine a dit que, conformément à l'article 18.5 de l'Accord antidumping et à l'article 25.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la République argentine

¹ Distribuée ultérieurement sous la cote G/ADP/W/426.

avait notifié, le 18 octobre 2001, au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires le Décret n° 1088 du 28 août 2001, devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2002 (G/ADP/N/1/ARG/Suppl.5 et G/SCM/N/1/ARG/Suppl.5). Toutefois, et compte tenu du fait que l'application d'une telle législation était subordonnée à la promulgation de réglementations, les autorités compétentes avaient décidé de reporter l'entrée en vigueur de ce décret jusqu'à la promulgation de telles réglementations. Cette décision avait été officialisée par le Décret n° 421/2002, qui avait également été notifié aux comités compétents. En conséquence, le représentant de l'Argentine a demandé au Comité - et en particulier aux délégations du Canada, des États-Unis et des Communautés européennes qui avaient soumis des questions sur la notification - de reporter l'examen de celle-ci jusqu'à ce que les réglementations complémentaires aient été adoptées et notifiées. Il a informé le Comité que la législation en vigueur en Argentine en matière de mesures antidumping et de subventions figurait dans le Décret n° 1326/98, notifié dans les documents G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.2 et G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.2 du 4 décembre 1998, et distribué aux Membres le 20 janvier 2002.

8. Le Comité a **pris note** des déclarations.

9. Les questions concernant la notification d'El Salvador se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/SLV/1	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/SLV/2	présenté par le Canada

Les réponses données par El Salvador figuraient dans le document suivant:

G/ADP/Q1/ARG/	réponses au Canada et aux États-Unis
---------------	--------------------------------------

10. Au nom de son gouvernement, le représentant des États-Unis a remercié El Salvador d'avoir fourni des réponses écrites avant même le début de la réunion. Il a encouragé les autres Membres à faire de même, étant donné que cela facilitait la procédure.

11. Le représentant du Canada a lui aussi remercié la délégation de El Salvador d'avoir fourni des réponses écrites avant la réunion.

12. Aucune question n'a été posée sur la notification de la Géorgie. Le représentant de la Géorgie a déclaré que son gouvernement avait notifié au Comité des pratiques antidumping qu'aucune loi réglementant les mesures antidumping n'existait à ce jour en Géorgie et que, de ce fait, aucune mesure de ce type n'avait été appliquée par la Géorgie. Durant le processus d'accession, le gouvernement géorgien s'était explicitement engagé à ne pas appliquer de mesures antidumping avant l'adoption d'une législation adaptée, conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT. Pour mettre au point une législation conforme aux prescriptions de l'OMC, la Géorgie avait entrepris d'élaborer un projet de loi sur l'imposition de mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde, en étroite coopération avec des experts canadiens et européens. La version initiale du projet de loi avait été soumise pour commentaire au Secrétariat de l'OMC. Sur la base des observations reçues, une version révisée du projet de loi avait été établie puis soumise au parlement géorgien. Le projet de loi avait été examiné et approuvé dans le cadre des auditions de la commission parlementaire et devait prochainement faire l'objet de débats lors de séances plénières du Parlement. Une fois le projet de loi adopté, le gouvernement géorgien procéderait immédiatement aux notifications requises auprès des comités compétents de l'OMC, ainsi qu'à la traduction du document en anglais. En conclusion, le gouvernement géorgien apprécierait que les éventuelles questions soulevées par les Membres sur ce point soient présentées par écrit. Il se ferait un plaisir d'y répondre par écrit dans les meilleurs délais.

13. S'agissant de la notification de la Grenade, la Présidente a noté que la situation était similaire à celle d'Antigua. Après l'inscription de la notification de la Grenade à l'ordre du jour, celle-ci avait soumis une nouvelle notification sous la cote G/ADP/N/1/GRD/2. Cette notification n'avait pas été inscrite à l'ordre du jour de la réunion en cours, car elle n'avait pas été distribuée dans les trois langues officielles de l'OMC dans les délais requis. Le premier document portait la mention "néant", le deuxième reproduisait le texte des lois applicables. Contrairement aux notifications d'Antigua, celles de la Grenade n'avaient soulevé aucune question de la part des Membres. La deuxième notification serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Comité d'octobre 2002 et examinée dans le cadre des activités ordinaires de celui-ci.

14. Le Comité **a pris note** de la première notification et du fait que la deuxième serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion d'octobre du Comité.

15. Aucune question n'a été posée sur la notification de l'**Inde**. Le Comité **a pris note** de cette notification.

16. Les questions concernant la notification de la **Moldova** se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/MDA/1	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/MDA/2	présenté par le Canada

Les réponses données par la Moldova aux questions posées figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/MDA/3	réponses aux États-Unis
G/ADP/Q1/MDA/4	réponses au Canada

17. Aucune question n'a été posée sur la notification du **Myanmar**. Le Comité **a pris note** de la notification.

18. Les questions concernant la notification du **Pakistan** se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PAK/2	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/PAK/3	présenté par les Communautés européennes

Les réponses données par le Pakistan aux questions posées figuraient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PAK/4	réponses aux États-Unis et aux Communautés européennes
----------------	--

19. Aucune question n'a été posée sur la notification du **Pérou**. Le Comité **a pris note** de cette notification.

20. Les questions concernant la notification des **Philippines** se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PHL/2	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/PHL/3	présenté par les Communautés européennes

À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE ÉCRITE N'A ÉTÉ DONNÉE À CES QUESTIONS.

21. Aucune question n'a été posée sur la nouvelle notification de l'**Uruguay**. Le Comité **a pris note** de cette notification et a poursuivi ses travaux.

22. La Présidente a remercié les Membres dont les notifications avaient été examinées ce jour pour les réponses qu'ils avaient apportées, ainsi que les Membres qui avaient posé des questions. Comme à l'accoutumée, cet exercice avait été positif et bénéfique pour tous.

23. La Présidente a informé les Membres que, en plus des nouvelles notifications précitées d'Antigua-et-Barbuda et de la Grenade, la nouvelle notification du **Brésil** - G/ADP/N/1/BRA/2/Suppl.1-G/SCM/N/1/BRA/2/Suppl.1, serait inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'automne suivant. Elle a rappelé aux membres les procédures d'examen des notifications de législation adoptées en avril 1996, reproduites dans le document G/ADP/W/284 (12 février 1996). Conformément à ces procédures, pour qu'une nouvelle notification soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'automne, elle devait être distribuée dans les trois langues officielles au plus tard le 12 septembre 2002. D'un point de vue pratique, en raison des contraintes de traduction, les notifications de textes législatifs reçues après le 31 juillet ne pourraient vraisemblablement pas être traduites à temps. À la mi-septembre 2002, le Secrétariat informerait les Membres des nouvelles notifications supplémentaires à examiner à la réunion de l'automne. La date limite de présentation des questions portant sur les nouvelles notifications de législation pour la réunion du printemps a été fixée au **3 octobre 2002**. Cependant, la Présidente a invité les Membres à présenter leurs questions le plus rapidement possible, et les Membres à qui des questions seraient adressées à y répondre par écrit dans la mesure du possible avant la réunion, comme El Salvador l'avait fait pour la réunion en cours.

24. Passant aux notifications de législation déjà examinées, la Présidente a noté que les questions présentées par les États-Unis sur la législation du Pérou avaient été reçues en temps opportun, et que le Pérou avait apporté des réponses écrites à ces questions. Les questions concernant la notification du Pérou et les réponses se trouvaient dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PER/16	présenté par les États-Unis
G/ADP/Q1/PER/18	réponse aux États-Unis

25. La Présidente a rappelé aux Membres que, conformément aux procédures d'examen des notifications de législation adoptées par le Comité, pour qu'une notification de législation déjà examinée soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité qui se tiendrait en octobre 2002, les questions devaient parvenir au Secrétariat et aux Membres concernés le **12 septembre 2002** au plus tard. Comme à l'accoutumée, le Secrétariat publierait, dans les semaines à venir, une note indiquant les délais applicables pour les communications concernant le Comité, ses organes subsidiaires, et les Comités des subventions et des mesures compensatoires, et des sauvegardes.

26. Enfin, la Présidente a fait part de sa constante inquiétude quant au fait que certains Membres ne présentaient aucune notification concernant des législations ou réglementations se rapportant à la lutte contre le dumping. Elle a souligné que, pour un bon nombre, sinon pour la plupart, de ces Membres, une simple notification nulle, indiquant qu'il n'existait aucune législation ou réglementation de ce type en vigueur à ce moment, suffirait. Cette démarche paraissait relativement facile à accomplir. Pour les Membres qui avaient engagé des enquêtes antidumping, mais qui n'avaient pas encore notifié leur législation, il était à l'évidence important, du point de vue de tous les Membres, que cette législation soit notifiée, dans un souci de transparence et de meilleure compréhension. La Présidente a recommandé aux Membres qui n'avaient pas encore effectué cette notification de le faire au plus vite.

B. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

27. La Présidente a rappelé que les Membres avaient été priés, dans le document G/ADP/N/85, en date du 4 janvier 2002, de faire parvenir leurs rapports concernant le second semestre 2001 avant le

4 mars 2002. Elle a noté avec satisfaction que la plupart des Membres qui avaient engagé des procédures antidumping avaient présenté des rapports semestriels et que la plupart des rapports avaient été présentés dans les délais prescrits. Elle a exprimé l'espoir que les Membres continueraient sur cette lancée et, qu'à l'avenir, davantage de Membres présenteraient leurs rapports en temps voulu. Elle a relevé, qu'il serait relativement simple, en particulier pour les Membres faisant des notifications nulles, d'indiquer en temps voulu qu'aucune mesure n'avait été prise.

28. Malheureusement, des problèmes subsistaient concernant la conformité des rapports semestriels avec les lignes directrices adoptées par le Comité et figurant dans le document G/ADP/1. Ainsi, certains Membres omettaient toujours de joindre, en annexe, les tableaux distincts requis indiquant les droits définitifs et les engagements en vigueur à la fin de la période, et les mesures abrogées au cours de la période. Ensuite, il arrivait que les Membres incluent les enquêtes dans le tableau du rapport seulement si une mesure avait effectivement été prise au sujet de l'enquête en question au cours de la période considérée. Au point 19 des lignes directrices concernant les rapports semestriels, il était précisé que "des renseignements devaient être fournis sur toutes les affaires en suspens à la fin de la période de notification, même si aucune mesure n'avait été prise durant la période couverte par le rapport".

29. La Présidente a rappelé que, lors de la dernière réunion, elle avait suggéré que les Membres souhaiteraient peut-être revoir le modèle de présentation des rapports semestriels afin que ces derniers leur soient plus utiles et en vue de permettre une plus grande précision dans leur établissement. Aucun Membre n'avait suggéré au Comité de procéder ainsi. En conséquence, il semblait que les Membres étaient satisfaits du modèle de présentation requis, mais que dans certains cas, ils ne s'y conformaient pas ou ne le comprenaient pas pleinement. La Présidente a rappelé que le Secrétariat était toujours disposé à répondre aux questions des Membres à propos du modèle de présentation des rapports semestriels.

30. La Présidente a indiqué que la liste des Membres qui avaient présenté un rapport semestriel figurait au paragraphe 1 du document G/ADP/N/85/Add.1, daté du 15 octobre 2001. Les rapports semestriels avaient été, dans la mesure du possible, traduits et distribués au Comité, et faisaient partie des documents mis à la disposition de la réunion.

31. Outre les Membres qui avaient présenté leur rapport semestriel, un certain nombre de Membres, énumérés au paragraphe 2 du document G/ADP/N/85/Add.1, avaient informé le Comité qu'ils n'avaient engagé aucune procédure antidumping durant la période visée. Par ailleurs, la Croatie, le Liechtenstein et Maurice avaient présenté des notifications de l'absence de mesure antidumping trop tardivement pour que leur nom figure dans le document. En ce qui concernait les notifications de l'absence de mesure, rien ne justifiait le fait que certains Membres n'aient pas pu les soumettre à temps. Lorsqu'un Membre n'avait pris aucune mesure au cours de la période visée, il lui suffisait d'adresser à la Présidente ou au Secrétaire du Comité une lettre comportant une seule phrase à cet effet, avant la fin de février et une autre avant la fin d'août. C'était, surtout pour les Membres n'ayant pas effectué d'enquête antidumping, une tâche relativement simple.

32. La Présidente a noté que, même si les Membres qui prenaient des mesures se conformaient en général à l'obligation de présenter des rapports semestriels, le nombre de Membres qui n'avaient pas répondu à la demande de présentation de rapports semestriels, et ne respectaient donc pas cette importante condition énoncée à l'article 16.4 de l'Accord, restait substantiel. La liste de ces Membres figurait au paragraphe 3 du document G/ADP/N/85/Add.1. La Présidente a prié instamment tous les Membres de se conformer à l'avenir à l'obligation de présenter des rapports semestriels en temps voulu.

33. Aucune question n'a été posée et aucun commentaire n'a été émis sur les rapports semestriels examinés.

34. Le représentant des États-Unis a soulevé, au titre de ce point de l'ordre du jour, une question relative au communiqué de presse sur les mesures antidumping publié par le Secrétariat. Il a indiqué que les États-Unis trouvaient les titres déconcertants et ambigus notamment dans le tableau sur les enquêtes antidumping engagées, en particulier l'utilisation de l'expression "pays visé" (*affected country*). Selon les États-Unis, le pays visé dans une procédure antidumping était le pays dont la branche de production nationale subissait un dommage du fait des importations de produits faisant l'objet de dumping. C'est pourquoi les États-Unis ont demandé qu'on utilise à l'avenir dans ces tableaux les expressions "pays importateur" et "pays exportateur".

35. Le représentant de la Chine a lui aussi soulevé une question concernant le communiqué de presse. La délégation chinoise avait été choquée que la Chine ait été distinguée et classée à deux reprises en tant qu'économie en transition, respectivement aux paragraphes 3 et 7 du document. Il a déclaré que, comme on le savait bien, la Chine était un pays en développement et partant une économie en développement, et indiqué que le Secrétariat de l'OMC n'était nullement habilité à définir la nature de l'économie d'un Membre sur la base de suppositions erronées. Aussi la Chine demandait-elle que le Secrétariat corrige immédiatement le communiqué de presse en question. La Chine avait adressé une note verbale au Directeur général de l'OMC, car elle craignait que ce communiqué de presse lui porte un préjudice grave et aille à l'encontre de ses droits et ses intérêts. La Chine portait cette affaire à l'attention du Comité et du Secrétariat et espérait que ce genre d'erreur ne se reproduirait pas.

36. Le Comité a pris note des déclarations.

C. NOTIFICATIONS DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

37. La Présidente a noté que les listes des notifications de mesures antidumping préliminaires et finales que le Comité avait reçues avaient été distribuées aux Membres dans les documents G/ADP/N/83 et 84, et 86, 87, 88 et 89. Depuis la dernière réunion du Comité, des mesures antidumping préliminaires et finales avaient été notifiées par l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Canada, les Communautés européennes, la Corée, l'Égypte, l'Inde, les États-Unis, la Jamaïque, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Turquie et le Venezuela.

38. La Présidente a noté qu'il semblait que les règles établies dans ce domaine continuaient à n'être pas pleinement respectées. Ainsi, certains Membres qui avaient présenté des rapports semestriels indiquant des procédures en cours n'avaient pas soumis de rapport sur les décisions préliminaires et finales qui avaient été prises. Elle a rappelé aux Membres qu'un aspect important des fonctions du Comité était son rôle de contrôle et d'examen des décisions prises par les Membres. Si ceux-ci ne prenaient pas au sérieux leur obligation de présenter des notifications et ne se conformaient pas aux règles établies, le Comité serait dans l'impossibilité d'atteindre son but, à savoir d'examiner si les Membres se conformaient aux prescriptions de l'Accord.

39. Le Comité a pris note des déclarations de la Présidente.

D. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE SUR LA RÉUNION DU GROUPE INFORMEL DE L'ANTICONTOURNEMENT

40. La Présidente a noté que, comme la plupart des Membres le savaient, le Groupe informel de l'anticonournement s'était réuni le mercredi précédent. À cette réunion, le Groupe avait examiné un nouveau document concernant les deux premiers thèmes de discussion figurant dans le cadre convenu des débats. Le Groupe avait en outre reçu des réponses écrites de deux Membres à des questions qui avaient été traitées oralement lors la dernière réunion en octobre 2001. La nouvelle communication était le premier document sur ce point présenté par le Membre en question et les autres Membres

s'étaient félicités de cette initiative. Une discussion avait été engagée et un certain nombre de questions concernant les points évoqués dans la communication avaient été soulevées; elles seraient présentées par écrit et examinées à la réunion suivante.

41. La Présidente a rappelé que le Groupe avait décidé en octobre 2001 d'entamer des discussions sur le troisième thème du cadre convenu des débats, à savoir: "Dans quelle mesure le problème du contournement peut-il être traité dans le cadre des règles pertinentes de l'OMC? Jusqu'à quel point ne peut-il pas l'être? Quelles autres options pourraient être jugées nécessaires?" Elle a dit que malheureusement, à la fin de la semaine précédant la réunion, seul un document sur ce thème avait été communiqué. Cependant, ce document présentait diverses options possibles pour la suite des débats et les autres Membres s'en étaient félicités.

42. Compte tenu du faible nombre de communications présentées en vue de la réunion et de la charge de travail des diverses instances en matière de lutte contre le dumping, la Présidente a soulevé la question des travaux futurs du Groupe, tant du point de vue du fond que de celui de l'orientation des travaux et de la fréquence des réunions. Plusieurs Membres ont signalé qu'il leur semblait utile et important que le Groupe poursuive ses travaux. Aucun Membre n'ayant souhaité à ce stade une modification des travaux du Groupe, la Présidente a indiqué que celui-ci continuerait à tenir des réunions semestrielles, conjointement avec celles du Comité, en se fondant sur les rapports présentés par les Membres sur les trois thèmes de discussions convenus.

43. La Présidente a prié instamment les Membres de soumettre des communications sur le troisième thème de discussion, ainsi que sur les deux autres pour lesquels le débat restait ouvert, afin de permettre des discussions fructueuses lors de la réunion suivante du Groupe. Elle a exprimé l'espoir que, lors des réunions ultérieures du Groupe informel, davantage de Membres participeraient activement aux travaux du Groupe, comme cela avait été le cas à la réunion en cours, non seulement en présentant des rapports sur les points à l'étude, mais aussi en contribuant aux débats proprement dits. Enfin, elle a noté que la réunion suivante du Groupe était prévue le 23 octobre 2002. Elle a prié instamment les Membres de ne ménager aucun effort pour respecter cette date limite, de telle manière que le Secrétariat puisse faire traduire et distribuer les communications avant la réunion. Cela permettrait aux délégations et aux experts dans les capitales d'étudier les communications dans la langue de l'OMC qu'ils préféreraient et d'établir les réponses requises, de façon à faciliter les débats à l'automne suivant.

44. Le Comité a pris note des déclarations de la Présidente.

E. DÉLAIS APPLICABLES À LA PRÉSENTATION DES COMMUNICATIONS REQUISES PAR TOUS LES MEMBRES

45. La Présidente a rappelé que relativement peu de prescriptions de notification concernaient la lutte contre le dumping et qu'en règle générale, celles-ci n'étaient pas soumises aux dates limites stipulées dans l'Accord. Toutefois, pour des raisons pratiques, la plupart des notifications devaient être présentées dans des délais donnés, afin que le Comité puisse les examiner dans le cadre de ses activités normales, conformément aux prescriptions de l'Accord.

46. Ainsi, les rapports semestriels sur les décisions prises en matière de lutte contre le dumping et de mesures compensatoires devaient être remis à la fin de février de l'année en cours pour la période juillet-décembre de l'année précédente et à la fin d'août pour la période janvier-juin de l'année en cours. Conformément aux usages du Comité, les rapports semestriels couvrant le second semestre 2001 avaient été examinés par les Membres au début de la réunion en cours. Les rapports semestriels pour le premier semestre 2002 devraient être remis à la fin d'août 2002 et seraient inscrits à l'ordre du jour de la réunion d'octobre.

47. Les notifications relatives aux législations, réglementations et procédures administratives applicables ou les notifications constatant l'absence de législation applicable n'étaient pas soumises à des délais spécifiques. Les Membres étaient priés de notifier le texte intégral des lois, réglementations et procédures administratives pertinentes, lors de leur première promulgation, et de notifier toute modification apportée par la suite. Conformément aux procédures d'examen de la législation adoptées par les Comités, seules les notifications distribuées aux Membres dans les trois langues de travail de l'OMC au moins six semaines avant une réunion pouvaient être examinées à ladite réunion. Ainsi, pour qu'une notification puisse être inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Comité d'octobre 2002, elle devait avoir été distribuée aux Membres au plus tard le 12 septembre 2002. D'un point de vue pratique, pour pouvoir être traduites et distribuées à cette date, les notifications reproduisant le texte des législations en vigueur devaient parvenir au Secrétariat au plus tard fin juillet, et les notifications portant la mention "néant" au plus tard le 1^{er} septembre.

48. Conformément à l'article 16.4 de l'Accord, les notifications de décisions préliminaires et finales devaient être faites "sans délai". Conformément aux usages du Comité, toutes les notifications reçues et distribuées par le Secrétariat avant la réunion d'octobre seraient inscrites à l'ordre du jour et examinées à ladite réunion.

49. L'Accord disposait en outre que les Membres devaient notifier les autorités compétentes pour engager et mener les enquêtes. Le Comité a demandé aux Membres d'indiquer, à cet effet, le nom de ces autorités, leur adresse, numéros de téléphone et de télécopie, adresse électronique et, le cas échéant, leur site Internet. Cette notification ne devait être effectuée qu'une seule fois, puis actualisée en cas de changement. Ces informations étaient communiquées aux membres dans les versions révisées du document G/ADP/N/14.

50. Après avoir donné ces informations, la Présidente a rappelé à tous les Membres que ces notifications étaient d'une part obligatoires et d'autre part essentielles, eu égard à la mission de contrôle du fonctionnement de l'Accord antidumping confiée au Comité. Elle a prié une nouvelle fois tous les Membres de communiquer les notifications requises en temps opportun et, le cas échéant, de respecter le modèle de présentation prescrit. Le Comité a élaboré, au fil du temps, des pratiques et procédures pour la distribution et l'examen des notifications, qui s'appliquaient à l'ensemble des notifications présentées par tous les Membres. Enfin, le Secrétariat était toujours disposé à répondre aux questions des Membres et à les aider à se conformer aux prescriptions en matière de notification.

51. Le représentant des Communautés européennes a pris la parole pour rappeler et souligner l'importance que les CE accordaient aux notifications de législation en particulier. Il était sans conteste important que le Comité procède à cet examen pour les raisons invoquées par la Présidente. Par ailleurs, les CE estimaient essentiel de souligner que la législation en vigueur, autrement dit celle utilisée à l'encontre des exportations d'un autre Membre, devait être notifiée et ce dans les meilleurs délais. En tant qu'autorité compétente en la matière, les CE étaient souvent amenées à conseiller des exportateurs sur la législation applicable et la meilleure manière de coopérer dans le cadre d'une procédure engagée par un autre Membre. Pour cette raison, il était essentiel de disposer des lois des autres Membres pour éviter toute confusion en matière de droit applicable dans chaque cas de figure. Le représentant des Communautés européennes a demandé à tous les Membres qui n'avaient pas encore notifié leur législation, et en particulier à ceux qui en faisaient usage, de le faire, afin que ses autorités disposent d'éléments concrets pour conseiller les exportateurs.

F. AUTRES QUESTIONS

i) Communautés européennes – Ordre du jour de la réunion ordinaire suivante

52. Le représentant des Communautés européennes a dit que, comme les Membres le savaient, le Comité avait été chargé d'effectuer en 2002 un examen en vertu du paragraphe 18 du Protocole

d'accession de la Chine. Le seul objet de son intervention était de demander à la Chine si elle préférait que cet examen ait lieu lors de la réunion ordinaire d'automne du Comité ou lors d'une réunion spécialement consacrée à cet examen.

53. Le représentant de la Chine a remercié le représentant des Communautés européennes de sa question. Il était heureux d'informer le Comité, et en particulier la délégation des CE, que la Chine estimait opportun de procéder à cet examen transitoire lors de la réunion ordinaire d'automne du Comité. Il a en outre indiqué que la Chine faisait tout ce qui était en son pouvoir pour se préparer à cet examen.

54. Le représentant de la Chine a profité de l'occasion pour remercier tout spécialement ceux qui avaient collaboré avec la Chine pour parvenir à un accord sur l'ordre du jour de la réunion. À son sens, cet esprit de coopération était une base très importante d'un travail fructueux des Membres, notamment à la réunion ordinaire d'automne. Comme les Membres le savaient, la Chine était un nouveau Membre de l'OMC et elle avait encore beaucoup à apprendre dans le cadre de ce processus. Elle était cependant déterminée à travailler dur avec tous les membres du Comité et à contribuer activement au succès des travaux du Comité.

55. Le Comité a pris note des déclarations.

ii) Indonésie – Réexamen à l'extinction visant les bicyclettes entrepris par les CE

56. Le délégué de l'Indonésie a pris la parole pour exprimer ses regrets sur les pratiques de l'Union européenne concernant le réexamen à l'extinction visant les bicyclettes. Ce réexamen à expiration avait été engagé le 11 avril 2001. Dès le départ, l'Indonésie avait contesté l'existence de la part de la branche de production de l'UE d'un soutien suffisant pour justifier qu'on entame une procédure. À l'époque, l'attention de l'Indonésie avait été attirée sur cette question par le fait que, dans le cadre d'une plainte non confidentielle introduite par la branche de production de l'UE, il avait été décidé de traiter de façon confidentielle les entreprises de l'UE soutenant cette requête. Par la suite, l'accès aux dossiers non confidentiels en août 2001 avait confirmé l'absence de soutien de la part de la branche de production de l'UE, car le dossier ne contenait qu'un faible nombre de questionnaires. Peu de temps après avoir eu accès au dossier, le gouvernement indonésien avait réitéré sa demande visant à clore la procédure. Toutefois, la réponse donnée par les autorités chargées de l'enquête avait consisté à permettre à la branche de production de l'UE de remplir les questionnaires en portant la date limite à mi-septembre 2001, soit six mois après que la procédure de réexamen à expiration avait été introduite. En dépit d'un manque persistant de soutien, la Commission avait poursuivi son enquête et effectué, entre autres, une vérification dans les locaux de l'exportateur indonésien concerné en décembre 2001. La Commission avait annoncé seulement en mars 2002 que le plaignant avait décidé de retirer sa plainte et qu'elle avait l'intention de clore le réexamen à l'extinction.

57. L'Indonésie déplorait les mesures prises par l'Union européenne, qui avaient fait subir un dommage injuste et excessif à l'exportateur indonésien concerné. La Commission n'aurait pas dû engager la procédure de réexamen à l'extinction en l'absence d'un soutien suffisant de la part de la branche de production de l'Union européenne. De plus, l'Indonésie avait demandé que toute la clarté soit faite sur les circonstances du retrait et la situation des constatations à ce jour, compte tenu du fait que l'enquête avait duré onze mois. La Commission avait rejeté cette demande. Enfin, l'Indonésie souhaitait attirer l'attention sur le maintien injustifié de mesures antidumping pendant onze mois au-delà de la période de cinq ans. L'Indonésie demandait que l'UE publie une communication sur la procédure de réexamen, incluant les résultats de la vérification effectuée dans les locaux de l'exportateur concerné.

58. Le représentant des Communautés européennes a remercié le représentant de l'Indonésie pour ses questions. Il a confirmé qu'un réexamen à l'extinction, à savoir un examen en vertu de

l'article 11.3 de l'Accord, avait été engagé en avril 2001 à propos des mesures adoptées en mars 1996. Il a en outre confirmé que la branche de production de l'Union européenne avait retiré sa requête, à la suite de quoi la Commission avait recommandé au Conseil d'abroger la mesure. Cependant, il n'avait pas pu contacter ses autorités à Bruxelles pour obtenir de plus amples informations, de manière à répondre aux questions posées par l'Indonésie à la réunion en cours, mais les CE répondraient à la demande de l'Indonésie en tout état de cause. À ce stade, le représentant des CE ne pouvait que constater que l'Indonésie s'était plainte de l'absence d'informations sur le soutien apporté à la plainte. Dans ce contexte, il a indiqué qu'il était d'usage, dans les CE, que les informations sur le soutien apporté à une plainte soient automatiquement classées dans le dossier non confidentiel, et que l'Indonésie aurait dû avoir accès à ces informations. Or, il n'avait pas pu prendre contact avec ses autorités s'agissant des circonstances particulières de l'affaire en question.

iii) Japon – Enquêtes antidumping de la Chine

59. Le représentant du Japon s'est déclaré préoccupé par plusieurs enquêtes antidumping engagées par la Chine. Depuis que la Chine avait adhéré à l'OMC, elle avait engagé des enquêtes antidumping visant trois produits chimiques et un produit de papier, à savoir: l'anhydride phtalique, le caoutchouc styrène-butadiène, le chlorure de polyvinyle (PVC) et le papier couché. Ces enquêtes étant en cours, aucune détermination n'avait été effectuée à ce jour. Le Japon espérait toutefois que ces enquêtes seraient menées comme il convenait et conformément à l'Accord antidumping.

60. Le représentant de la Chine a remercié le Japon d'avoir porté ce point à l'attention de son gouvernement et a promis d'en référer à ses autorités, en particulier aux agents directement impliqués dans l'enquête. De façon générale, il a fait savoir aux Membres que les enquêtes antidumping et la réglementation sur laquelle elles s'appuyaient étaient conformes aux prescriptions de l'OMC. Il espérait que le Japon pourrait fournir un document écrit permettant à ses autorités de comprendre pleinement cette affaire.

iv) Malaisie – Ouverture d'une enquête antidumping par la Colombie

61. Le représentant de la Malaisie a dit qu'il avait l'intention de poser une question concernant une enquête antidumping engagée par les autorités colombiennes. Toutefois, depuis le début de la réunion en cours, ses autorités avaient mené des discussions fructueuses avec la délégation colombienne et escomptaient une réaction positive. En conséquence, il ne souhaitait pas approfondir la question à ce stade.

v) Corée – Ouverture d'une enquête par l'Inde visant les caoutchoucs styrène-butadiène

62. Le représentant de la Corée s'est déclaré préoccupé du maintien de droits antidumping par le gouvernement indien sur les importations de certains produits chimiques, dont le caoutchouc styrène-butadiène ("SBR") en provenance de Corée. Le gouvernement coréen avait exprimé à de nombreuses reprises ses préoccupations au gouvernement indien au niveau bilatéral, sans toutefois obtenir de réponse satisfaisante de la part de celui-ci. Les mesures appliquées par le gouvernement indien couvraient les trois différents types de ce produit: i) SBR séries 1500 et 1700; ii) SBR 1900; et iii) résine à haute teneur en styrène ("HSR").

63. S'agissant des produits SBR faisant partie des séries 1500 et 1700, le représentant de la Corée a déclaré que les droits initiaux avaient été imposés en 1999. Le gouvernement indien avait engagé le 9 novembre 2000 une procédure de réexamen visant ces produits. Le Département indien du commerce avait établi le 3 juillet 2001 qu'il n'existait pas de branche de production nationale pour ces produits et que les droits antidumping devaient être abrogés, et avait publié cette information au Journal officiel le 3 juillet 2001 (n° 34/1/2000-DGAD). Malgré cela, le gouvernement indien avait

fait connaître au gouvernement coréen son intention de continuer à imposer des droits antidumping sur "certaines catégories de caoutchouc styrène-butadiène".

64. À cet égard, le gouvernement coréen avait demandé si les produits de la gamme SBR 1500 et 1700 étaient compris dans ces "catégories de caoutchouc styrène-butadiène". La réponse apportée par le gouvernement indien ne donnait pas d'éléments concrets et celui-ci n'avait pas encore rendu sa décision finale concernant l'abrogation des droits antidumping sur ces produits. La Corée a indiqué clairement que, selon elle, le maintien de droits antidumping sur les produits SBR visés ci-dessus constituait une violation de l'article 11 de l'Accord antidumping, car leur maintien n'était plus justifié. De plus, la Corée a noté que le réexamen avait été engagé le 9 novembre 2000 et que plus de 18 mois s'étaient écoulés depuis lors. La Corée attendait toujours la décision finale du gouvernement indien. Il était manifeste qu'une telle prolongation de la procédure de réexamen n'était pas autorisée en vertu de l'article 11.4 de l'Accord antidumping.

65. S'agissant des produits SBR de la série 1900, le représentant de la Corée a déclaré que l'enquête initiale engagée le 7 avril 1998 (n° 30/1/97-ADD) par le gouvernement indien avait révélé que le seul requérant en Inde fabriquait des produits SBR des séries 1500 et 1700, mais non des produits de la série 1900. Ainsi, la plupart des informations concernant le préjudice se rapportaient aux produits SBR des séries 1500 et 1700 et non pas à ceux de la série 1900. La seule information demandée pour ce produit portait sur son coût. Pourtant, le gouvernement indien avait imposé un droit antidumping sur les produits SBR de la série 1900 (n° 107/99-customs (autorités douanières)) et avait décidé de maintenir la mesure après le réexamen. Selon la Corée, il s'agissait d'une violation flagrante des articles 3, 5 et 6 de l'Accord antidumping, puisque le gouvernement indien n'avait pas mené une enquête sur le fond comme le stipulaient lesdits articles. Ces faits pouvaient facilement être prouvés en consultant les rapports de l'enquête menée par les autorités indiennes. Les autorités chargées de l'enquête devraient fournir une explication convaincante sur la manière dont l'évaluation des facteurs pertinents a permis de déterminer un dommage. Après examen des rapports établis par les autorités chargées de l'enquête, le gouvernement coréen avait estimé que le gouvernement indien n'avait pas rempli ses obligations en la matière.

66. S'agissant des produits en résine à haute teneur en styrène (HSR), le représentant de la Corée a déclaré que ces produits n'étaient pas couverts par l'enquête. Ce fait a été exprimé clairement par les autorités indiennes: "l'autorité constate que les produits entrant dans la sous-rubrique 3903.90 (résine à haute teneur en styrène) ne sont pas pris en compte ...". Cette conclusion avait été confirmée à plusieurs reprises par l'autorité au cours de l'enquête. De plus, l'autorité chargée de l'enquête a indiqué dans la notification du réexamen que: "Compte tenu de cela, l'autorité n'estime pas justifié de prendre en compte les produits entrant dans la sous-rubrique 3903.90 aux fins de l'imposition de droits antidumping". En dépit de cela, par décision du Customs, Excise and Control Appellate Tribunal (cour d'appel compétente en matière de douanes, de droits d'accise et de contrôle), le gouvernement indien avait imposé des droits antidumping sur les produits HSR entrant dans la sous-rubrique 3903.90 à compter de février 2002. Cette mesure avait été maintenue après le réexamen. La Corée estimait que l'imposition de droits antidumping sur les produits en résine à haute teneur en styrène constituait une violation des articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6 de l'Accord antidumping, puisque aucune enquête n'avait été engagée à l'encontre de ces produits.

67. La Corée a demandé respectueusement que le gouvernement indien prenne en considération les points suivants: 1) une conclusion adéquate et rapide de l'examen, et 2) l'abrogation immédiate des droits antidumping sur les produits des séries SBR 1500 et 1700, SBR 1900, ainsi que des produits HSR.

68. Le représentant de l'Inde a indiqué qu'il ferait part des préoccupations émises à ses autorités afin qu'elles apportent des éclaircissements.

vi) *Bangladesh – Imposition par l'Inde de droits antidumping sur des batteries*

69. Le représentant du Bangladesh a déclaré que l'Inde avait imposé des droits antidumping sur des batteries au plomb en provenance du Bangladesh. Ses autorités ne souhaitaient pas entrer dans le détail de cette affaire, mais se réservaient le droit de revenir sur la question ultérieurement.

70. Le représentant de l'Inde a remercié le représentant du Bangladesh et lui a assuré qu'il ferait part de ses préoccupations aux autorités indiennes.

vii) *Demande du Président du Comité du commerce et du développement concernant les activités du Comité sur les dispositions en matière de traitement spécial et différencié*

71. La Présidente a dit que le 10 décembre 2001, M. Inumba, à l'époque Président du Comité du commerce et du développement, avait envoyé aux Présidents des organes de l'OMC un courrier s'enquerrant des activités de ces organes concernant les dispositions en matière de traitement spécial et différencié stipulées dans les accords pertinents. En réponse, la Présidente lui avait exposé dans un courrier les travaux menés par le Comité en vertu de l'article 15, travaux qui lui avaient été confiés par les Ministres réunis à Doha, ainsi que les activités en matière de mise en œuvre entreprises par le Groupe de travail de la mise en œuvre, également à la demande des Ministres. Elle avait en outre noté qu'un examen en matière de traitement spécial et différencié pourrait être engagé dans le cadre de négociations, et précisé que les Ministres avaient indiqué qu'un certain nombre de questions de mise en œuvre devaient faire l'objet de négociations. Elle a relevé que le Secrétariat fournirait aux Membres, sur leur demande, des copies des deux courriers.²

viii) *Activités en matière d'assistance technique*

72. La Présidente a déclaré qu'une suggestion avait été émise au Comité du commerce et du développement tendant à ce que les organes de l'OMC ayant des activités d'assistance inscrivent ces activités à l'ordre du jour de leurs réunions tout au long de l'année. Elle a porté cette suggestion à l'attention du Comité pour connaître l'avis de ses membres, tout en précisant que, si le Secrétariat assurait un certain nombre d'activités d'assistance technique, le Comité pour sa part ne menait pas de telles activités.

73. Le représentant des Communautés européennes a dit que ses autorités étaient conscientes de l'ampleur considérable des activités d'assistance technique aux pays en développement assurées par le Secrétariat. Il a signalé que, par le passé, le Comité ne s'était pas occupé lui-même de ces activités. Les CE se féliciteraient que le Secrétariat fournisse davantage d'informations au Comité sur la nature de ses activités d'assistance technique. Cela donnerait aux pays Membres en développement l'occasion d'en débattre. Pour certains Membres, une telle discussion serait certainement l'occasion de prendre connaissance des activités en cours et des activités potentielles, et partant de parler de leurs besoins spécifiques avec les autres Membres et le Secrétariat. Si les Membres estimaient que l'assistance technique devait être développée, le Comité pourrait peut-être, dans le long terme, organiser lui-même des activités pour répondre à ces besoins. Ce point semblait étroitement lié à des considérations financières et, parfois, il s'agissait essentiellement d'organiser les demandes de financement. Cette question devait évidemment être examinée dans le cadre du budget, auquel cas il pourrait être utile d'obtenir des informations relatives à la formulation de tout type de demande.

74. Le représentant de la Chine a, à l'instar du représentant de l'UE, déclaré qu'il souhaiterait disposer d'informations sur les activités d'assistance technique du Secrétariat. En sa qualité de nouveau Membre de l'OMC, et compte tenu du nombre considérable de procédures engagées à son

² Ces courriers ont été distribués par télécopie à tous les Membres et observateurs du Comité le 25 avril 2002.

encontre par les Membres, la Chine espérait pouvoir bénéficier de ces programmes, afin de mieux coopérer avec les autorités chargées des enquêtes dans les pays importateurs et d'améliorer la qualité de sa contribution aux travaux du Comité.

75. Le Comité a pris note des déclarations.

G. RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA MISE EN ŒUVRE

76. La Présidente a noté que, comme les Membres le savaient, le Groupe de travail de la mise en œuvre s'était réuni le lundi et le mardi de la semaine en cours. Aucun nouveau document sur l'un des sujets déjà abordés par le Groupe ne figurait à l'ordre du jour de la réunion. À cet égard, elle avait prié les Membres de réfléchir à l'orientation future des travaux du Groupe. Lors de sessions informelles, le Groupe examinait deux sujets renvoyés au Comité par les Ministres réunis à Doha et devait achever cette tâche d'ici à décembre 2002. Compte tenu du nombre de réunions prévues cette année et de la nécessité de mener d'urgence les discussions relatives à la mise en œuvre et d'engager des négociations, il serait compréhensible que les Membres aient peu de ressources à consacrer aux travaux habituels du Groupe. C'est pourquoi elle avait suggéré que les Membres réfléchissent à l'orientation future des travaux du Groupe, en particulier au calendrier et à la durée des réunions, de façon à pouvoir débattre de ce point lors de la réunion de l'automne suivant.

77. En dépit de l'absence de nouveaux documents, la réunion du Groupe avait été utile et fructueuse. Les Membres avaient mené un débat approfondi sur le projet de recommandation sur les conditions de concurrence pouvant être pertinentes pour décider si une évaluation cumulative des effets des importations était appropriée. Plusieurs Membres avaient suggéré d'apporter des amendements ou texte du projet de recommandation, qui avaient été examinés au cours de la réunion. Les révisions suggérées à l'issue de la discussion seraient intégrées dans une version révisée du projet de recommandation qui serait distribuée aux Membres.

78. Le Groupe avait en outre examiné le texte d'un projet de décision sur les recommandations adoptées. Plusieurs suggestions avaient été faites à propos du texte du projet, puis consignées dans un document de séance distribué aux Membres. En outre, un certain nombre de Membres avaient émis des remarques plus générales concernant les incidences que le projet de décision sur la situation des recommandations aurait, s'il était adopté, sur la manière dont étaient perçus les travaux du Groupe et du Comité.

79. Enfin, la Présidente a rappelé que la réunion suivante du Groupe débiterait le lundi 21 octobre 2002. La date limite de présentation de documents pour la réunion d'octobre était fixée au 9 septembre 2002. Elle avait prié instamment les Membres de présenter des rapports sur les sujets examinés par le Groupe informel et de respecter le délai prescrit pour permettre au Secrétariat d'assurer la traduction et la distribution de leurs communications avant la réunion. Cela permettrait aux délégations et aux experts dans les capitales d'étudier les communications dans la langue de l'OMC qu'ils préféraient et d'établir des réponses mûrement réfléchies, de façon à améliorer les débats à l'automne.

80. Le Comité a pris note des déclarations de la Présidente.

H. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION ORDINAIRE

81. Le Comité était convenu à sa réunion du 21 février 1995 que les réunions ordinaires se tiendraient en principe la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. En conséquence, la dernière semaine complète d'octobre, soit celle du 21 octobre 2002, a été proposée pour la réunion ordinaire suivante du Comité. Compte tenu des dates déjà fixées pour les réunions du Groupe de

travail de la mise en œuvre et du Groupe informel de l'anticonournement, le Comité se réunirait donc le jeudi 24 octobre 2002 et poursuivrait ses travaux, si nécessaire, le vendredi.

I. ÉLECTION DU BUREAU

82. Le Comité a élu M. Cristian Epinosa Canñizares (Équateur) Président, et Mme Caroline Trautweiler (Suisse) Vice-Présidente.

83. La réunion a été levée.
